

Sarkozy relance sa politique de sécurité en banlieue

DÉLINQUANCE. En installant aujourd'hui l'ancien patron du Raid, Christian Lambert, dans le fauteuil de préfet de Seine-Saint-Denis, Nicolas Sarkozy marque le retour à une politique de sécurité ferme.

Nostalgique du ministère de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy ? La dernière fois qu'il s'est rendu place Beauvau, le 2 septembre, le président a eu cette requête, méconnue : revoir le bureau qu'il a occupé sous Jacques Chirac à deux reprises (de 2002 à 2004 puis de 2005 à 2007). Après l'échec de la majorité aux régionales et le regain du FN, il a pris conscience du malaise de son électorat sur la sécurité. Fin mars, il a donc remis sa casquette de « premier flic de France » et promis de s'en occuper « personnellement » !

Depuis, il enchaîne les réunions à l'Élysée, surveille les cités sensibles, déclenche les « opérations coup de poing » et place ses hommes. Ce matin, à Bobigny, il installera lui-même Christian Lambert dans ses nouveaux habits de préfet de la Seine-Saint-Denis. C'est lui qui a choisi ce « flic de choc », ex-patron du Raid et auteur de l'arrestation d'Yvan Colonna, pour mater le département le plus sensible de France. Les deux hommes se sont rencontrés, détail cocasse, dans une maternelle : c'était en 1993 lors de la prise d'otages à Neuilly.

Le président, qui a fait de la sécurité son « marqueur génétique », sait que son bilan est contesté

À l'Élysée, toute la semaine est placée sous le signe de la sécurité. Fait rare, le président recevra, avec le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, des représentants de syndicats policiers mercredi, et les patrons de la gendarmerie vendredi. Hier, il a aussi

rencontré le député UMP Eric Ciotti à qui il veut confier un texte de loi pour responsabiliser les parents d'enfants absents. Chaque jour, son directeur de cabinet, Christian Frémont, ex-préfet, lui fait un point sur la sécurité. Sarkozy, qui a fait de ce sujet son « marqueur génétique », sait que son bilan est contesté, notamment sur les violences aux personnes, et que tout échec lui sera imputé en 2012. Or, la récente série noire de faits divers a ému l'opinion : un homme poignardé à Grenoble, des bus caillassés dans le « 9-3 »... « On a un vrai problème, on a besoin d'un grand coup de collier ! Ce n'est pas un hasard si Sarkozy est redevenu ministre de l'Intérieur », décrypte un ministre. « Il y a une attente forte », concède l'Élysée.

Mais voilà : beaucoup voient dans cette reprise en main une mise sous tutelle d'Hortefeux, contraint de faire aussi bien avec moins (3 000 policiers et gendarmes manquaient fin 2008, selon un rapport). « C'est compliqué pour Brice, il en prend plein la tête, il en avale, c'est sans précédent ! » déplore un ministre. Il faut dire que Sarkozy est maladroit avec son « ami de trente-quatre ans » : il y a peu, il se vantait d'avoir « tué le job ». « Hortefeux a sa confiance et son amitié », rectifie l'Élysée. Conscient qu'il le fragilise, Sarkozy assurait hier en privé qu'il n'y avait « pas d'exception sécuritaire ». Comprendre : il en fait autant sur la santé ou l'agriculture. « Je le perçois comme un soutien et un encouragement, ça me facilite les choses. C'est un atout », confie Hortefeux, qui défend son bilan : « Quand je suis arrivé, la délinquance était à la hausse ; aujourd'hui, elle est à la baisse, même si beaucoup reste à faire. »

NATHALIE SCHUCK